



l'étincelle*

Mise en examen dans
le Dieselgate :
Renault invente la
tromperie légale

lanticapitaliste.org pour la construction d'un parti des travailleurs communiste révolutionnaire mardi 22 juin 2021

Une nouvelle gifle pour Macron

Près de 66 % d'abstentions en moyenne, plus de 80 % parmi les jeunes et les milieux populaires : les élections régionales n'ont pas fait recette. Les partis de gouvernement qu'ils soient de droite ou de gauche ont déploré une « catastrophe pour la démocratie ». Une façon de cacher leurs responsabilités dans ce désaveu. Il est périlleux de faire parler le silence. Mais si la sous-traitance à une entreprise privée Adrexo de la distribution du matériel électoral et ses couacs ont contribué à un certain désordre, on devine dans cette abstention massive un mélange de désespoir, de colère et d'indifférence.

La dépitée Le Pen

Le premier tour est d'abord l'échec électoral de Macron et de ses amis qui obtiennent 11 % à l'échelle du pays, malgré un grand renfort de moyens, de ministres et même de youtubeurs. Le président se voulait faiseur de rois, il a fait de la figuration. Par rapport aux inscrits, le gouvernement a séduit moins de 4 % des électeurs. Après sa claque lors d'une visite dans la Drôme il y a deux semaines, c'est une nouvelle gifle pour Macron.

Marine Le Pen elle aussi a dénoncé « un désastre civique », grondant ses électeurs de ne pas avoir fait le déplacement, car les régionales ont aussi sanctionné le Rassemblement national. Pourtant, il ne faudrait pas se tromper, les idées d'extrême droite sont toujours là, et l'élection présidentielle peut réserver d'autres surprises. Car il y a de nombreux points communs entre le Rassemblement national et tous les partis institutionnels qui jouent sur la démagogie sécuritaire, la peur, le racisme. Jusqu'à Roussel, le responsable du Parti communiste, qui a fait de la surenchère sécuritaire en promettant de ne pas être « laxiste ».

La première insécurité, l'insécurité sociale

Bien sûr, il y a de l'insécurité. Mais c'est profondément mépriser les classes populaires que de tout ramener à cela. Car la première insécurité, c'est l'insécurité sociale qui semble avoir été la préoccupation principale des électeurs au grand dam des marchands de peurs.

À gauche, le Parti socialiste sauve les meubles et le PCF fait de la figuration. Les écologistes, qui mettaient en avant des idées en vogue et un souci pour la planète partagé par tous, ne s'en sont pas mieux sortis. La France insoumise, quant à elle, s'est alliée avec d'anciens macronistes, comme en Pays

de la Loire, est allée seule parfois au combat, ailleurs avec la gauche, en offrant au final un profil illisible mais très conciliant avec le capitalisme. Elle n'a pas su mobiliser.

Avec une campagne aussi éloignée des préoccupations des travailleurs – les licenciements, les bas salaires, la précarité –, pas étonnant donc que les électeurs des milieux populaires ne se soient pas déplacés pour voter.

Une abstention nerveuse ?

La lassitude est évidente et la ressemblance entre les programmes n'a pas soulevé l'enthousiasme. Ce n'est pourtant pas une surprise. Avec la pauvreté galopante, les entreprises qui licencient, la précarité qui explose en même temps que les profits, il y a de quoi être écœurés. D'ailleurs, loin de ces programmes compatibles avec la démocratie des riches, seules les listes de Lutte Ouvrière, que nous avons soutenues, ont clairement défendu le camp des travailleurs et les idées communistes, et ont d'ailleurs modestement progressé.

D'un autre côté, il y a autre chose qu'une simple bouderie. Le pari sécuritaire n'a pas marché cette fois-ci. Pour faire passer leurs sales coups, les partis institutionnels ont besoin d'une machine électorale bien huilée, avec des candidats un tant soit peu crédibles, capables de donner le change, de faire semblant de s'opposer entre eux et ainsi assurer la stabilité par l'alternance. Pour s'assurer qu'avec un tel « changement », rien ne change sur le fond.

Mais rien ne se passe comme prévu. Derrière cette abstention pourrait aussi couvrir une profonde colère sociale. Une colère qui ne devra pas se tromper d'ennemi, mais s'en prendre au système capitaliste et aux véritables maîtres de ce pays : la bourgeoisie. Aux travailleurs de perturber ce système pour, enfin, changer les règles du jeu.

Le 22 à Flins

Des syndicats appellent à une journée de grève dans le groupe Renault le 22 juin contre les suppressions d'emplois. Un rassemblement est organisé à 11h devant l'usine Renault de Flins où depuis trois semaines, des débrayages ont lieu sur la question de l'emploi. Renault s'attaque aux emplois aussi bien dans l'Ingénierie que dans les usines. C'est en faisant front tous ensemble qu'on pourra y résister.

Accord et à cri

Après le passage en CSE, la direction a lancé des négociations sur un « accord d'accompagnement » des salariés de la maintenance des moyens d'essai externalisés à P2M. Elle a refusé de suivre les experts qui proposaient un accord d'adaptation qui garantit aux salariés l'ensemble des accords collectifs et éléments de rémunération avant le transfert. Pour que cet accord d'accompagnement ne soit pas au rabais, il va falloir faire la maintenance de la mobilisation.

Une réflexion déplacée

La direction de Renault a relancé des « groupes de réflexion paritaire » (GRP) avec les syndicats centraux pour plancher sur la situation de l'entreprise. Le plan d'économie de 2020 ne lui suffit pas : elle vise un nouvel accord de compétitivité. Pour défendre son emploi et ses acquis, il va falloir être compétitif dans la mobilisation.

Teams break

Jeudi dernier, les salariés de l'ingénierie Renault ont eu droit à leur Team Break, le plus souvent à distance depuis l'application Teams. Les chefs avaient une heure et demie pour motiver leur équipe et leur faire choisir parmi des mesures sélectionnées en amont visant à améliorer l'« efficacité collective ». Un vrai challenge. Il en manquait une : ne pas faire perdre du temps avec ce genre de réunion.

Modes et travaux

Un « accord relatif aux nouveaux modes de travail » vient désormais remplacer les anciens accords sur le télétravail, sans être forcément ni plus avantageux, ni plus simple. Exemple : la formule à 1 jour de télétravail par semaine est supprimée, remplacée par des « pockets » de 15 ou 35 jours par an. Des indemnités mensuelles de 20 ou 30 € remplacent celle de 45 €. Elles sont censées intégrer les frais de déjeuner et faire office de ticket repas.

Avant, Renault payait un forfait d'installation de 150 € (c'est 200 € désormais, mais sur facture), les frais de branchement de l'ADSL, un diagnostic électrique du domicile ou un siège ergonomique. Le télétravailleur gardait même son poste de travail personnel sur site. Avec les bureaux partagés, gérer les jours de télétravail d'un secteur va devenir coton. Tous les nouveaux modes ne sont pas bons à prendre.

Le forum qui vous mène en bateau

La direction organise un nouveau « forum emploi » ce mardi, avec comme invité vedette « le fabricant français de bateaux Beneteau ». Renault aimerait bien jeter à l'eau encore quelques centaines de salariés. Et pour cause : dans l'ingénierie, c'est moins de la moitié des objectifs de départs dans le cadre de la RCC qui ont été atteints.

Re-no future

La vente des bijoux de famille se poursuit. La direction lance un grand chantier de rationalisation de l'immobilier en Île-de-France. Dans le viseur : le Technocentre, Renault Sport ou le siège de Renault à Boulogne-Billancourt. Fini le temps des patrons bâtisseurs, place aux De-Meo-lisseurs.

L'insiteo du futur

Renault a signé un contrat avec la société Insiteo, spécialisée dans l'optimisation des environnements de travail. Grâce à l'utilisation de capteurs connectés installés dans les luminaires, les bureaux ou les places de parking, Insiteo pourra surveiller en temps réel leur utilisation et permettre de réduire au maximum le nombre de bureaux partagés et les surfaces immobilières utilisées par Renault. Au total, six sites seront équipés en région parisienne, soit 2 300 salles de réunion et 24 000 postes de travail. Souriez, vous êtes fliqués. Vive le monde d'après.

Le Borgne les yeux dans les yeux

Gilles Le Borgne affirme que la mise en examen le 8 juin de Renault, accusé de fraude dans le cadre du Dieseltgate, va permettre de « démontrer qu'elle n'a commis aucune tromperie ». A la différence du logiciel tricheur de VW, tout était légal. Renault neutralisait son système de dépollution (EGR) sous les 17° et au-dessus de 35°C. Et comme l'homologation se faisait entre 20 et 30°C... Résultat : ses diesels émettent beaucoup plus de polluants en conduite réelle que les quantités officielles. Les constructeurs ont tué le diesel en trichant pour faire des économies. De quoi faire plutôt profil bas.

Quand les poules auront Caudan

Ce vendredi, les salariés de la Fonderie De Bretagne à Caudan ont voté la reprise du travail. La direction de Renault promet « d'accompagner FDB jusqu'à la reprise par un acquéreur », d'augmenter de 10 % ses commandes en 2021 et de payer une partie des sept semaines de grève. Le projet industriel de la CGT ne l'a pas convaincu de garder FDB dans le groupe Renault. Elle ne comprend que le rapport de force. Pour faire reculer Renault, il aurait fallu que la grève s'étende. Ce n'est que partie remise.

Sur le web : etincelle-technocentre.com
facebook.com/etincelle.technocentre